



Envoyé en préfecture le 26/03/2021

Reçu en préfecture le 26/03/2021

Affiché le



ID : 034-213400229-20210325-DLM2021_020-DE

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté - Egalité – Fraternité

Département de l'Hérault

Commune de BAILLARGUES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

N° DLM-2021-020 - Séance du 25/03/2021

Nombre des membres		
Membres en exercice	Présents	Qui a pris part aux votes
29	17	29

Vote	
Pour	29
Contre	0
Abstention	0

L'an 2021, le jeudi 25 mars à 19h00, le conseil municipal de la commune de BAILLARGUES s'est réuni en Salle Jean Jaurès, sous la présidence de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, Maire, en session ordinaire. Les convocations individuelles et l'ordre du jour ont été transmis aux membres du conseil municipal le 19 mars 2021.

Monsieur Xavier POTAVIN est élu secrétaire de séance.

Présents :

Jean-Luc MEISSONNIER, Elisabeth MAZOLLIER, Philippe MARTY, Sandrine GAUTIER, Christophe KASZUBA, Carole PAHLAWAN, Ludovic DUCAMP, David CARBONELL, Bernard VIDAL, François RODENAS, Patricia VANGREVELYNGHE, François-Xavier CHAZOTTES, Séverine MONIN, Olivier TAPIE, Xavier POTAVIN, Emilie CHENOT, Martin FAURE.

Absent(s) représenté(s) :

Julie LUDGER pouvoir à Elisabeth MAZOLLIER, Christiane GAUBERT pouvoir à David CARBONELL, Marie-France TEXIER pouvoir à Christophe KASZUBA, Marie-Thérèse AMALVY pouvoir à Ludovic DUCAMP, Josiane DEVESA pouvoir à Philippe MARTY, Michel BAUDOUR pouvoir à Carole PAHLAWAN, Damien CORDEAU pouvoir à Emilie CHENOT, Claire VITOU pouvoir à François RODENAS, Valérie DALMAS pouvoir à Martin FAURE, Nadine GUILLON pouvoir à Bernard VIDAL, Christophe DOLL pouvoir à Patricia VANGREVELYNGHE, Olivier DURIX pouvoir à Olivier TAPIE.

N° DLM-2021-020 - ACQUISITION DE LA PARCELLE AM 260 EN VUE DU TRANSFERT DES SERVICES TECHNIQUES MUNICIPAUX – AUTORISATION DE SIGNATURE DE L'ACTE

Le conseil municipal,

Entendu le rapport de Bernard VIDAL :

Les services techniques municipaux sont aujourd'hui répartis sur deux sites, l'un regroupant le pôle administratif et l'urbanisme et l'autre les ateliers municipaux. Dans le cadre d'une volonté de réunir les ressources humaines et techniques et de proposer aux services municipaux un espace mieux adapté, la ville a engagé une prospection en vue de trouver un nouveau site.

Les locaux de la parcelle AM 260, sis 186 rue Jean Baptiste Calvignac, se sont avérés convenir au cahier des charges, répondant à la fois au besoin en espace administratif, d'atelier et de stockage. Ces locaux, bien que nécessitant quelques adaptations et mises en conformité, répondent aux attentes de la ville et de ses services. Il présente l'atout majeur d'une proximité avec les axes principaux de la commune et une possibilité d'accueil du public plus confortable et accessible tant au sein des locaux, que sur l'aire de stationnement.

Un accord a été trouvé avec le propriétaire pour un achat à un prix de deux millions d'euros conforme à l'avis de France Domaines rendu en date du 23 octobre 2020 n°2020-022V1207. Les frais d'acte qui sont à la charge de la commune sont estimés à 140 000 euros.

Cette acquisition est inscrite au budget prévisionnel 2021 de la commune. La conclusion de cette vente n'étant grevée d'aucune condition suspensive particulière, il est aujourd'hui envisagé de conclure l'acte authentique de vente.

Le bien est libre de tout type d'occupation. Des travaux de mise en conformité seront réalisés par la suite, afin notamment d'adapter au mieux l'accès aux usagers.

Après en avoir délibéré à l'unanimité,

- **AUTORISE** l'acquisition de la parcelle AM 260 au prix de 2 140 000 euros frais d'actes inclus,

La présente délibération peut, si elle est contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés, faire l'objet d'un recours contentieux pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de MONTPELLIER. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr ».

- **AUTORISE** Monsieur le maire à signer l'acte authentique de vente et tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour extrait conforme,

Le jeudi 25 mars,

Le Maire,
Jean-Luc MEISSONNIER

La présente délibération peut, si elle est contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés, faire l'objet d'un recours contentieux pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de MONTPELLIER. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr ».